



Visites de sites

www.financespubliques.cgt.fr/23/
n° 18 novembre 2014

En automne, la CGT Finances publiques continue les visites de sites. L'été indien est présent pour ces deux jours. Au programme de ces deux journées (6 et 13 octobre) : St Vaury, La Souterraine, Dun, Bénévent, Gouzon, Chambon, Boussac et Bonnat.

Le directeur a également entrepris un cycle de visites de sites. Cette décision avait été prise à l'occasion de l'enquête ARACT qui faisait apparaître son déficit de communication (voir compte rendu CHSCT 16 juin 2014).

L'été à peine fini, voilà que les agents des trésoreries sont à nouveau confrontés à l'affluence au guichet.

Là, ils viennent pour les impôts : la campagne de la taxe foncière n'est toujours pas terminée que les avis de la taxe d'habitation et de redevance audiovisuelle viennent d'être expédiés. Entre-temps, ils sont venus demander des explications sur leur feuille d'impôt sur le revenu. Je suis imposable, pourquoi ? Les communications téléphoniques sont aussi très nombreuses. Tout cela nous l'avons à nouveau constaté.

Ailleurs, les usagers abondent aux accueils des trésoreries mais pour des questions relatives à leurs factures d'eau.

Le directeur affirme lors de diverses réunions avoir constaté une baisse de 14 % de fréquentation des guichets. C'est aussi relaté dans la presse. Cela nous laisse songeur car le comptage a été effectué sur une période bien déterminée (semaines 33 à 42) et ne concerne que le recensement d'opérations d'impôts. Il ne prend pas en compte les autres visites (produits communaux – eau, cantine etc). Par ailleurs comment se fier à ce décompte en sachant que toutes les opérations liées aux impôts n'ont pas été comptabilisées ? En effet la partie la plus délicate ne fait que commencer avec le rôle de la taxe d'habitation ; car d'après les premières constatations, le nombre de gracieux et de délais de paiement ne sont pas à la baisse.

Bien entendu, cette affluence, le directeur ne la voit pas car les trésoreries sont fermées lors de ses visites et le téléphone est mis aux abonnés absents.

Cette baisse pourrait être un prétexte pour de futures fermetures !!!

Un autre sujet abordé, le schéma triennal où la suppression des trésoreries est évoquée : « la direction locale devra nécessairement supprimer ses plus petites structures pour pouvoir faire face à d'autres suppressions d'emplois car sinon fatalement, elle sera conduite à fragiliser davantage encore les postes les plus importants où pourtant, se nouent les plus forts enjeux ». Il vaut mieux être gros que petit !!! L'inquiétude est palpable parmi les agents, la DGFIP ne vient elle pas d'annoncer la suppression de 850 postes C 4 sur 3 ans. Quel impact en Creuse ? La fusion des communautés de communes, réforme des cantons, vont-elles accélérer le processus ? Le directeur clame (depuis peu) qu'aucune trésorerie ne sera supprimée en 2015. Mais au 1^{er} janvier 2016 ? Il est donc normal que les agents s'interrogent et nous interpellent.

La modification des horaires d'ouvertures est aussi d'actualité. Le directeur n'a pas manqué de l'évoquer lors de ses visites. Ce sujet a été abordé lors du dernier Comité Technique de Réseau du 30 septembre. On parle d'une amplitude d'ouverture de 16 heures librement répartie sur la semaine pour les plus petites unités. Cette mesure peut être un soulagement pour les collègues, mais leur revendication première est d'avoir les moyens en personnel pour effectuer

leurs missions. L'affluence sera beaucoup plus importante lors des périodes d'ouvertures, car en Creuse, les personnes se déplacent plus facilement dans les trésoreries que sur le web.

Nous avons pu rassurer certains agents sur les travaux à venir (financés par des crédits CHSCT) et nous interviendrons au prochain CHSCT pour des travaux à réaliser.

Nous pouvons sans problèmes reprendre ce que nous écrivions précédemment car les problèmes quotidiens demeurent :

- Le manque d'effectifs est toujours aussi criant.
- L'afflux du public perdure.
- La législation fiscale se complexifie et les agents dans les postes peuvent difficilement répondre aux interrogations des contribuables.
- Le nombre d'impayés augmente et les délais accordés sont de plus en plus nombreux et ne concernent pas que les impôts.
- Les personnels ralentissent (à juste titre) à propos des demandes de statistiques trop nombreuses qui sont réclamées par la direction. Etc, etc...

Voilà le quotidien des agents, du A au C. Tous les baromètres et thermomètres sociaux dont la direction générale et locale sont si friands ne changeront rien à une réalité que toutes nos visites de postes et de services confirment.

CAP C du 14 octobre 2014

Deux nouveaux agents de catégorie C arrivent au 1^{er} octobre. L'objet de cette CAP était leur affectation.

Le directeur nous a dit en introduction « je me félicite d'avoir été entendu par la direction générale ». On n'est jamais si bien servi que par soi-même en compliments.

Nous lui avons rappelé que si ces deux agents arrivaient c'est aussi à mettre à l'actif des organisations syndicales dont la CGT et des personnels qui se sont mobilisés afin que les listes complémentaires soient appelées.

- Camille VALLEE est affectée (en résidence Guéret) au Service de la Publicité Foncière de Guéret.
- Mohamed BELAFOU : à la dispo du directeur (ALD - sans résidence), est affecté à la trésorerie de Bourgneuf.

La CGT a fait remarquer au directeur que les suppressions d'emplois ont leurs limites. Les postes vacants ne peuvent plus être pourvus faute d'agents, ce qui génère de plus en plus de problèmes dans les services. Il nous a dit être d'accord avec notre remarque. Surprenant !!!

